COMMERCE ET SERVICES

La distribution des biens et services des producteurs aux consommateurs, par l'entremise des grossistes, des détaillants et des entreprises de services, constitue ce qu'on appelle généralement la commercialisation.

Les commerces comprennent les entreprises spécialisées dans la vente en gros et la vente au détail. La vente en gros est assurée par divers moyens: grossistes, agents et courtiers, intermédiaires en produits de base, services de vente des fabricants, stockistes et distributeurs par camion de produits pétroliers. La vente au détail englobe toutes les activités qui transmettent des biens aux consommateurs pour usages domestiques ou personnels, par le truchement des magasins traditionnels ou de méthodes commerciales comme la vente directe et la vente à l'aide de distributeurs automatiques. Le secteur des services regroupe les entreprises dont l'activité principale est de fournir toute une gamme de services (loisirs, services personnels ou commerciaux) aux particuliers, aux entreprises et aux administrations publiques.

Les données sur le commerce et les services sont recueillies par Statistique Canada au moyen d'enquêtes mensuelles, annuelles et occasionnelles, dans le but de fournir une analyse quantitative de ce secteur d'activité.

17.1 Commerce de détail

D'après la Classification type des industries de 1980, le secteur du commerce de détail englobe les entreprises dont les établissements s'occupent principalement d'acheter des marchandises pour usages personnels ou domestiques afin de les revendre ensuite au grand public, et de fournir des services connexes. Par l'entremise de ce secteur, une multitude de produits sont commercialisés, achetés et vendus aux divers paliers de l'économie nationale, pour être finalement offerts aux Canadiens sur le marché de la vente au détail. Par conséquent, les données courantes sur le commerce de détail sont une des mesures essentielles dont se servent les économistes et les statisticiens pour évaluer le niveau de consommation des biens et la demande de consommation finale, comme le révèlent les comptes nationaux et les nombreux indicateurs économiques qui en découlent. Les données sur le commerce de détail sont recueillies par la Division du commerce et des services de Statistique Canada au moyen d'enquêtes mensuelles menées auprès de tous les magasins de détail à succursales (quatre magasins

ou plus faisant partie d'une même entreprise et appartenant à un même propriétaire), et auprès d'un échantillon de détaillants indépendants choisis en fonction de l'emplacement de leur point de vente.

Le tableau 17.1 présente, par genre de commerce (une précision ajoutée à l'édition de 1971 de la Classification des activités économiques) et par province, les ventes au détail de 1979 à 1982 et en indique le taux de variation entre 1981 et 1982 et la répartition en pourcentage, par genre de commerce, pour 1982. La performance en 1982 témoigne bien de la gravité de la récession qui a éprouvé l'ensemble de l'économie canadienne et qui a eu une influence considérable sur le comportement des consommateurs. Comme les taux d'intérêt et de chômage étaient élevés, les consommateurs canadiens ont encore hésité à délier les cordons de leur bourse. De 1981 à 1982, en raison du vent de prudence qui soufflait sur le Canada à cette époque, les ventes au détail sont passées de 94.3 milliards de dollars courants à \$97.6 milliards, soit une augmentation de seulement 3.5 %. En particulier, les ventes de biens durables ont souffert de la réticence des consommateurs à faire des achats coûteux. Les chutes marquées des ventes subies par les concessionnaires de véhicules automobiles neufs (-12.9 %), les marchands de meubles (-11.4 %) et les marchands de voitures d'occasion (-6.8 %) en sont la preuve. Les augmentations les plus fortes, en 1982, ont été enregistrées par les pharmacies et magasins de médicaments brevetés et de produits de beauté (21.3 %), tous les autres magasins d'alimentation (18.4 %) et les stations-service (15.9 %). Une tendance à la hausse des ventes au détail a été observée dans toutes les provinces, de 0.3 % en Alberta à 7.5 % à Terre-Neuve, à l'exception de la Colombie-Britannique qui a connu une diminution de 1.9 %.

En 1982, les trois principales catégories d'entreprises de vente au détail comprenaient les épiceries-boucheries (\$19.9 milliards ou 20.4 % du commerce total), les concessionnaires d'automobiles (\$14.4 milliards ou 14.8 %) et tous les autres magasins (\$11.9 milliards ou 12.2 %).

Comme elle occupe le premier rang sur le plan démographique, la province de l'Ontario est demeurée en tête des marchés au Canada, en 1982, sa part des ventes au détail figurant pour 36.4 % du total. Viennent ensuite le Québec (24.1 %) et la Colombie-Britannique (12.1 %). Mais la palme revient aux consommateurs albertains qui ont dépensé, par personne, \$4,889 pour acheter des